

## CONSEIL DE LA CONCURRENCE

### Auditorat

#### Décision n° 2011- P/K-02-AUD du 11 février 2011

#### *Affaire CONC-I/O-98/0002 : Librairie Plaisir de Lire / Loterie Nationale*

#### I. Procédure

Par lettre datée du 8 février 1998, Mr [...] a déposé plainte au Service de la concurrence à l'encontre de la Loterie Nationale. Le plaignant invoque la violation de l'article 3 de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique. La plainte a été enregistrée le 10 février 1998 sous la référence CONC-I/O-98/0002.

En date du 20 décembre 1998, Monsieur [...] a indiqué au Service de la concurrence qu'il retirait sa plainte.

#### II. Prescription

Le 1<sup>er</sup> octobre 2006, la loi sur la protection de la concurrence économique, coordonnée le 15 septembre 2006 (M.B. du 29 septembre 2006, ci-après LPCE) est entrée en vigueur. L'article 94, § 2 de la LPCE prévoit que les actes de procédure effectués conformément à la loi sur la protection de la concurrence économique, coordonnée le 1er juillet 1999 (ci-après ancienne loi) continuent à produire leurs effets pour l'application de la LPCE.

L'article 88, § 1<sup>er</sup> de la LPCE (art. 48 de l'ancienne loi) stipule que l'instruction ne peut porter que sur des faits ne remontant pas à plus de cinq ans. Ce délai se compte à partir de la date de la décision de l'Auditorat de procéder à une instruction d'office ou de la date de la saisine de l'Auditorat conformément à l'article 44, § 1<sup>er</sup>.

L'article 88, § 2 prévoit que le délai de prescription en ce qui concerne la procédure d'instruction et de décision est de cinq ans à partir de la date visée au § 1<sup>er</sup>. Le délai de prescription n'est interrompu que par des actes d'instruction ou de décision faits dans le délai déterminé ci-avant ou par une demande motivée adressée au Conseil par le plaignant ou le demandeur; ces actes font courir un nouveau délai d'égale durée.

Il résulte de l'examen du dossier que le dernier acte d'instruction date du 5 janvier 1999. Depuis lors, le délai de prescription n'a pas été interrompu.

Par ces motifs,

L'Auditorat,

Constate que la prescription est acquise dans l'affaire CONC-I/O-98/0002 et en ordonne le classement conformément à l'article 45, § 2 de la LPCE.

Fait à Bruxelles, le 11 février 2011.

Pour l'Auditorat,

Benjamin Matagne

Auditeur

Patrick Marchand

Auditeur

Bert Stulens

Auditeur général